

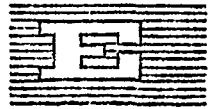
NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/1986/45
29 novembre 1985

FRANCAIS
Original : ANGLAIS



COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-deuxième session
Point 12 de l'ordre du jour provisoire

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES
FONDAMENTALES, OU QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE, EN PARTICULIER
DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS

Lettre datée du 11 novembre 1985 adressée au Sous-Secrétaire général
aux droits de l'homme par le Bureau international du Travail

A sa dernière session, la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités a décidé de renvoyer à la Commission des droits de l'homme, pour examen par un groupe de travail de la Commission, le projet d'ensemble de principes et de directives sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales, figurant sous la cote E/CN.4/Sub.2/1985/30.

Vous trouverez ci-joint (en anglais et en français) une note contenant les observations du Bureau international du Travail sur cette question et je vous serais reconnaissant de bien vouloir la faire distribuer à la Commission des droits de l'homme.

Le Coordonnateur pour les questions
relatives aux droits de l'homme

(Signé) K.T. Samson

Annexe

Commentaires du Bureau international du Travail

Projet d'ensemble de principes et de directives sur le droit
et la responsabilité des individus, groupes et organes
de la société de promouvoir et de protéger les droits
de l'homme et les libertés fondamentales
(document E/CN.4/Sub.2/1985/30)

1. Le projet d'ensemble de principes et de directives contenu dans le document E/CN.4/Sub.2/1985/30 soulève un certain nombre de questions quant à l'approche à suivre dans l'établissement des normes dans le domaine des droits de l'homme. Ces questions concernent en particulier les rapports de toutes nouvelles normes proposées avec les instruments internationaux existants, la nécessité de distinguer entre les obligations qui incombent aux autorités publiques et les responsabilités imposées aux individus et aux entités non gouvernementales, l'effet que pourrait avoir sur les droits existants toute déclaration sur la responsabilité des individus et des groupes, et la possibilité de donner un contenu pratique aux principes en question.

2. Rapports avec les instruments internationaux existants. Un certain nombre de dispositions du projet d'ensemble de principes et de directives répètent l'énoncé de droits déjà consacrés par des instruments qui existent dans le domaine des droits de l'homme, notamment dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et certaines conventions internationales du travail. Dans les domaines qui présentent un intérêt particulier pour l'OIT, on peut se référer au principe 31 du projet (relatif au droit au travail) et aux principes 32 et 33 (relatifs au droit d'association et au droit de constituer des syndicats et de s'y affilier). Le principe relatif au droit au travail paraît se fonder sur l'article 6, paragraphe 1, du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, mais ne se réfère pas à la disposition plus détaillée de l'article 6, paragraphe 2, qui vise à définir la responsabilité qu'ont les Etats de prendre les mesures nécessaires à la réalisation du droit au travail. Le principe proposé est également plus limité que l'article 23, paragraphe 1, de la Déclaration universelle des droits de l'homme qui reconnaît "le droit de toute personne au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage". Les dispositions concernant le droit de constituer des syndicats et d'y adhérer restent en deçà de celles contenues à l'article 8 du Pacte susmentionné (sans parler des conventions de l'OIT). De même, par contraste avec cet article ainsi qu'avec l'article 22 du Pacte relatif aux droits civils et politiques, le principe 32 du projet ne définit pas de restrictions spécifiques au droit de constituer des syndicats et de s'y affilier et le principe 33 limiterait les droits de réunion et d'association par référence à un seul critère, ce qui contraste avec l'énoncé plus détaillé des restrictions dans les articles 21 et 22 du Pacte relatif aux droits civils et politiques. Le projet énonce cependant un certain nombre de responsabilités de portée générale qui s'appliqueraient également aux principes en question. Ces exemples montrent que le texte proposé paraît s'écarter à d'importants égards des normes internationales existant dans le domaine des droits de l'homme. La question se pose de savoir si, dans ces conditions, ce texte ne remet pas en cause la validité continue de ces normes antérieures. Parmi d'autres exemples où des questions similaires se posent, on peut évoquer le principe 9, concernant la liberté d'expression au sujet des droits de l'homme (à comparer à l'article 19

du Pacte international relatif aux droits civils et politiques), le principe 17 concernant le droit à la vie (à comparer à l'article 6 de ce même Pacte) et les principes 18 et 37 énonçant certaines garanties d'un procès équitable (à comparer aux articles 14 à 16 de ce même Pacte).

3. Distinction entre les obligations des autorités et les responsabilités des individus et des entités non gouvernementales. Pour assurer l'observation des droits de l'homme, les pouvoirs publics peuvent se trouver dans l'obligation de prendre certaines mesures. Ils doivent veiller à ce que les lois et règlements nécessaires existent et à ce que des recours adéquats soient disponibles lorsque ces lois ou règlements ne sont pas respectés. Ils peuvent trouver nécessaire de prendre des mesures effectives pour contrôler et faire respecter les lois et règlements et d'adopter des programmes d'action pour permettre la réalisation de certains droits, tels que le droit au travail ou le droit à l'éducation. Ils peuvent également trouver nécessaire d'entreprendre des activités promotionnelles, par exemple, susciter une prise de conscience des droits de l'homme et assurer l'acceptation générale et le respect des principes de non-discrimination. De telles mesures peuvent bénéficier largement de la collaboration d'individus et de groupes et ceux-ci devraient jouir d'une liberté complète de contribuer à la promotion et à la sauvegarde des droits de l'homme. Les individus et les entités non gouvernementales peuvent également avoir des obligations spécifiques de respecter les droits de l'homme, telles que l'obligation faite aux employeurs de ne pas faire de discrimination en matière d'emploi et de conditions de travail, et de respecter la réglementation en matière de salaires, de durée de travail, de santé et de sécurité professionnelles, etc. Toutefois les individus et les groupes n'ont pas de responsabilités générales comparables à celle des pouvoirs publics, telles que décrites ci-dessus.

4. La distinction susmentionnée ne semble pas être suffisamment prise en compte dans le projet de principes. Ainsi il est difficile de voir comment on pourrait demander à tous les individus, groupes ou organes de la société de promouvoir et de protéger tous les droits et libertés de l'homme énoncés dans les instruments internationaux concernant les droits de l'homme (principe 4), de s'efforcer d'assurer la promotion, la reconnaissance et la protection universelle et effective des droits de l'homme (principe 5), de promouvoir la conscience des droits de l'homme dans les peuples de la communauté mondiale (principe 10), de s'efforcer par l'enseignement et l'éducation de promouvoir l'instauration d'un ordre social et international dans lequel les droits de l'homme puissent être pleinement exercés (principe 19), de s'efforcer de promouvoir, de protéger et de restaurer la primauté du droit ainsi que les droits de l'homme (principe 20), d'encourager le respect des buts et principes des Nations Unies, des règles du droit international (principe 23), etc.

5. Il s'avère ainsi nécessaire de reconsidérer les principes proposés afin de distinguer entre les obligations des individus et des groupes de respecter les droits et libertés de l'homme, et la liberté qu'ils devraient avoir de s'engager dans toute activité qu'ils jugent souhaitable pour promouvoir une plus large jouissance des droits et libertés de l'homme.

6. Effet éventuel sur les droits existants de toute déclaration générale de responsabilités. Le principe 6 proclame l'indivisibilité de tous les droits de l'homme et le principe 7 dispose que les droits de l'homme doivent être considérés comme un aspect de la responsabilité professionnelle, éthique et sociale (entre autres) dans tous les domaines du travail.

Le principe 19 déclare que la responsabilité, comme les droits de l'homme, sera considérée comme indivisible. Selon le principe 50, non seulement les Etats et les organisations gouvernementales mais également les individus et groupes d'individus se conformeront aux conventions du système des Nations Unies et d'autres organisations internationales concernant (entre autres) la réalisation du progrès économique et social. Ces principes, pris dans leur ensemble, soulèvent la question de savoir quelle est la responsabilité qu'il est prévu d'imposer aux individus en ce qui concerne, par exemple, la réalisation des droits énoncés dans le Pacte international relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels. Alors que le Pacte prévoit certaines restrictions ou obligations touchant les individus (par exemple limitations aux droits syndicaux selon l'article 8, sanction pour le fait d'employer illégalement des enfants et des adolescents, selon l'article 10, ou disposition concernant l'enseignement obligatoire, contenue aux articles 13 et 14), l'obligation d'agir pour la réalisation des différents droits prévus dans le Pacte est imposée aux Etats parties, et non pas aux individus. On peut se demander par exemple si les principes proposés imposeraient aux employeurs l'obligation de fournir des emplois afin de permettre la réalisation du droit au travail de toute personne, ou d'assurer un certain niveau de salaire, conformément aux articles 6 et 7 du Pacte ou plus généralement s'il incomberait à l'individu d'assurer le droit de toute autre personne à un niveau de vie suffisant et à une amélioration constante de ses conditions d'existence ou au meilleur état de santé qu'elle soit capable d'atteindre (articles 11 et 12).

7. Parmi d'autres exemples qui soulèvent des questions semblables quant à la signification des normes proposées par rapport aux instruments internationaux existants, on peut mentionner les suivants :

- a) Le principe 22 exigerait de tous les individus et groupes non seulement de tolérer mais aussi de respecter les opinions politiques, religieuses, etc., d'autrui. On ne voit pas très bien dans quelle mesure une telle disposition coïncide avec les dispositions plus spécifiques des articles 18 à 20 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ou en diffère. On ne sait pas très bien non plus quelle signification il faut attacher à la distinction entre tolérance et respect.
- b) Le principe 28 exigerait de tous les individus et organes de la société qu'ils contribuent (entre autres) aux relations amicales entre les peuples et les nations et à la justice sociale. La première de ces responsabilités paraît dépasser les restrictions à la liberté d'expression définies aux articles 19 et 20 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. La dernière de ces responsabilités soulève la question de savoir où se situe la responsabilité d'assurer la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels déjà mentionnée au paragraphe 6 ci-dessus.
- c) Le principe 38 exigerait de tous les individus et groupes qu'ils s'abstiennent de toute forme d'abus dans l'exercice de leurs droits de l'homme et de leurs libertés fondamentales. Cette formulation va au-delà des limitations énoncées aux articles 29 et 30 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 5 de chacun des Pactes relatifs aux droits de l'homme (dont les dispositions sont déjà reflétées dans les principes 35 et 39).

9. Possibilité de donner un contenu pratique au projet de principes. En dehors de la question de principe général de savoir s'il serait opportun d'imposer aux individus et groupes le large éventail de responsabilités énoncées dans le projet, les dispositions du projet méritent également un examen attentif quant à la possibilité de les mettre en pratique. Par exemple, on peut douter que tous les individus et tous les groupes puissent avoir le droit de disposer d'eux-mêmes (principe 8). On ne voit pas non plus très bien comment en pratique on pourrait exiger de tous les individus et groupes de s'efforcer d'assurer la reconnaissance et la protection universelle et effective des droits de l'homme de tous (principe 5), de promouvoir la conscience des droits de l'homme dans les peuples de la communauté mondiale (principe 10), de s'efforcer par l'enseignement de promouvoir l'instauration d'un ordre social et international dans lequel les droits de l'homme puissent être pleinement exercés (principe 19), de promouvoir et protéger la primauté du droit et les droits et libertés de chacun (principes 20 et 21), d'encourager les buts de la Charte des Nations Unies, les règles du droit international (principe 23). Des questions similaires se posent en relation avec les principes 24, 25 (deuxième paragraphe), 26, 27, 28, 29, 34, 37, 44 et 51.

10. A la lumière des commentaires formulés ci-dessus, il paraît souhaitable d'entreprendre un examen attentif du projet de principes et de clarifier les objectifs que l'adoption de tels principes devrait servir. A cet égard, on pourrait garder à l'esprit les considérations suivantes :

- a) Enoncer des principes qui ne font que réaffirmer des dispositions déjà contenues dans les instruments internationaux sur les droits de l'homme ne paraît guère utile.
- b) Enoncer des droits déjà reconnus dans des instruments internationaux sur les droits de l'homme mais dans des formulations différentes de celles utilisées dans les instruments antérieurs peut créer la confusion et l'incertitude, à moins que l'objet évident de ces nouvelles dispositions soit d'améliorer la protection garantie par les instruments existants.
- c) Il peut en conséquence paraître souhaitable d'orienter toutes nouvelles normes vers la reconnaissance de droits non encore prévus. On pourrait par exemple envisager des mesures pour protéger la constitution et le fonctionnement d'associations et de groupes dont l'objectif est la promotion et la protection des droits de l'homme (étant donné que les droits reconnus dans le Pacte relatif aux droits civils et politiques ne sont accordés qu'aux individus). De telles normes pourraient étendre aux associations et groupes concernés la liberté d'expression et de réunion, la protection contre des ingérences arbitraires dans le domaine privé, la correspondance, etc.
- d) On peut se demander s'il est souhaitable d'adopter des normes internationales pour définir les responsabilités des individus et des entités non gouvernementales dans la promotion et la protection des droits de l'homme, par opposition à l'inclusion, dans les instruments ayant pour objectif la reconnaissance et la protection des droits de l'homme, de limitations à l'exercice de ces droits.